

Salvador :

La persécution continue

Le 16 avril Mgr Romero, archevêque de San Salvador, a lancé un appel en faveur de la Fédération catholique des paysans salvadoriens qui occupe la cathédrale et quatre ambassades. D'autre part, des membres des « Forces populaires de libération » ont occupé le 15 avril deux stations de radio et fait lire des communiqués de soutien aux paysans. Le mois dernier « plus de 50 personnes ont été assassinées, des dizaines de femmes ont été violées ou tuées, des enfants ont disparu, des maisons incendiées et pillées par les forces de la répression ».

Déjà, dans son homélie du dimanche des Rameaux Mgr Romero, archevêque de San Salvador, reprenait les événements de la « Semaine sainte sanglante » :

— « Le péché d'une démocratie mise en pièces, réprimée » (l'opposition n'a pas pu présenter de candidats aux dernières élections).

— Les morts de paysans : un enfant de 8 ans parmi les 8 morts et 30 blessés de la capitale, 5 morts à las Vueltas, 29 à San Pedro Perulapan (*la Croix*, 4 avril).

— « L'arbitraire et l'injustice » qui interdisent aux accusés de se défendre, par exemple ce paysan d'El Paisnal accusé d'avoir incendié la mairie alors qu'il était déjà en prison, cette mère de quatre enfants accusée d'avoir fabriqué des explosifs, etc.

L'archevêque a contesté la version officielle des événements de San Pedro où l'on prétend que la garde nationale est intervenue parce que des membres du Mouvement Orden (mouvement du président de la République) auraient été molestés par les paysans des mouvements chrétiens Feccas et UTC. Dans deux bulletins successifs de l'archidiocèse il fait état de nombreux témoignages qui lui permettent de réclamer une « version véridique des faits ». Ainsi à l'origine, le Mouvement Orden a tué un dirigeant de la Feccas, Transito Vasquez, 23 ans, dont le corps a été retrouvé, la gorge tranchée.

L'archevêque a créé lui-même une Commission d'enquête comprenant les directeurs de Caritas, du Bureau de l'ONU,

de la Croix-Rouge, des responsables d'associations (avocats, médecins, etc.) et les pasteurs des Eglises adventiste et anglicane, etc. qui a tenu sa première séance le 28 mars.

La Prensa du Nicaragua (fondée par Pedro Chamorro, assassiné en janvier) titrait « Massacre au Salvador », et la *Cronica del Pueblo* : « Les paysans massacrés hier sont morts pour demander justice ».

Ces événements interviennent sans que le nonce ne se soit départi d'une attitude extrêmement favorable au gouvernement. Aussi, le 7 mars, 300 prêtres et religieux (sur 400 que compte le Salvador) ont adressé une lettre à la nonciature en cinq points, lui reprochant son « désac-

cord manifeste avec la perspective prophétique de l'archevêque », sa « compromission publique avec un gouvernement répressif et injuste », son « ingérence publique dans la pastorale », son « insensibilité devant la souffrance silencieuse des paysans », ses « manœuvres » contre deux évêques salvadoriens. C'est pour avoir signé cette lettre que dix prêtres du diocèse de San Vicente ont été suspendus par leur évêque. Ils ont écrit à Rome pour demander la levée de cette sanction.

De son côté, la Fédération des centres d'éducation catholique écrit au nonce, Mgr Gerada, le 12 mars, date anniversaire de l'assassinat du P. Rutilio Grande, pour lui faire part du « scandale de beaucoup

d'éducateurs, d'éduqués et de parents » devant ses « interventions politiques » et ses silences lorsque « l'Eglise, le Saint-Père, l'archevêque, les prêtres, les catéchistes » sont « persécutés », lorsque « les droits humains des pauvres » sont violés. « Au contraire », le nonce apparaît « en alliance ouverte avec les promoteurs de cet écrasement et de cette répression ». Les éducateurs catholiques demandent au nonce d'écouter « un autre point de vue, différent de celui qu'il entend dans les cercles officiels de ses relations sociales et politiques ».

Félix LACAMBRE

in: *La Croix*, 18/4/1978